



## Comité parlementaire pour Un Iran laïque et démocratique

### **Communiqué de presse du Comité parlementaire pour un Iran laïc et démocratique**

#### **Soutien d'une majorité de l'Assemblée nationale au CNRI**

##### Conférence du 18 mai - Paris

La conférence qui s'est tenue aujourd'hui à la Maison de la Chimie a rendu publique une déclaration de soutien d'une majorité de députés représentant toute la diversité politique de l'Assemblée nationale. Cette déclaration appelle le gouvernement français à « reconnaître la résistance contre la dictature religieuse en Iran et à envisager d'établir un dialogue avec le Conseil National de la Résistance Iranienne. »

Cette initiative parlementaire qui revêt une importance particulière dans les conditions actuelles au Moyen-Orient et du printemps arabe, intervient dans la semaine où les juges d'instruction anti-terroristes ont annulé, au bout d'un processus de dix ans, les accusations de terrorisme ou de financement de terrorisme portées à l'encontre de 24 membres et sympathisants du Conseil national de la Résistance iranienne. Cette ordonnance reconnaît le droit légitime à la résistance face à la tyrannie. Elle tire un trait sur une décennie de désinformations, inspirées par le régime de Téhéran, contre la Résistance iranienne.

Dans leur déclaration, les députés rappellent que « le régime iranien est l'obstacle principal à la démocratie dans la région et tente de détourner les soulèvements libérateurs de la région vers l'intégrisme islamique ».

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de faire barrage aux visées dominatrices et aux méthodes barbares des mollahs en s'appuyant sur le courage des Iraniens et de leur résistance admirable.

C'est pourquoi, tout en soulignant l'échec de la politique de complaisance avec ce régime et en rejetant toute intervention militaire étrangère, les députés apportent leur soutien à la Troisième voie proposée par Mme Maryam Rajavi, présidente élue du CNRI, qui appelle à un changement démocratique conduit par le peuple iranien et sa résistance organisée.

C'est avec l'intention d'annihiler cette résistance organisée que le 8 avril dernier les forces irakiennes, sur ordre des mollahs, ont lancé une attaque contre le camp d'Achraf qui abrite 3400 membres de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran, principal mouvement d'opposition. L'attaque a fait 35 morts parmi les habitants sans défense, tuerie condamnée par la Haut commissaire des droits de l'Homme de l'ONU, qui a demandé l'ouverture d'une enquête indépendante.

Depuis plusieurs mois, les parlementaires français du comité pour un Iran laïc et démocratique, alertaient l'Elysée et le ministère des Affaires étrangères sur les risques d'une catastrophe humanitaire encourus par les populations civiles du camp. La tragédie du 8 avril leur donne malheureusement raison. Le gouvernement français a le devoir de tout mettre en œuvre pour les secourir et éviter un nouveau bain de sang.

C'est pourquoi, les députés du Comité parlementaire pour un Iran laïc et démocratique soutiennent l'appel de Mme Maryam Rajavi au Président Sarkozy pour prendre l'initiative internationale de la protection des habitants sans défense d'Achraf, dans un cadre humanitaire.

Nous déclarons également notre soutien au plan proposé par la délégation du Parlement européen envoyé en Irak présidée par l'eurodéputé Struan Stevenson et le considérons compatible avec l'appel de la majorité parlementaire pour la protection des résidents d'Achraf. Ce plan prévoit l'ouverture de négociations entre toutes les parties débouchant sur le transfert des résidents d'Achraf vers des pays tiers où leur sécurité serait garantie. C'est pourquoi nous demandons le retour préalable à une situation normale à Achraf afin de faciliter la réalisation de ce plan. De notre point de vue tout déplacement des résidents d'Achraf à l'intérieur de l'Irak ne serait que prétexte pour une nouvelle tuerie.. Nous demandons à l'ONU d'assurer la protection des habitants conformément à ce plan.

La radiation de l'OMPI de la liste terroriste de l'Union européenne en 2009 et l'annulation des accusations de terrorisme portées contre le mouvement de la Résistance iranienne en France en 2011, démontrent que les parlementaires français qui s'appuient sur les valeurs de la République, ont œuvré en faveur du droit et des libertés et contribué à ces avancés importantes..

### **Comité pour un Iran laïc et démocratique**

**Jean-Pierre Brard** (Groupe GDR)

**Emile Blessig** (Groupe UMP)

**Nicolas Perruchot** (Nouveau centre)

**Alain Néri** (Groupe socialiste)